



REGLEMENT DE PREVOYANCE

Plan de prévoyance maintien facultatif de la prévoyance globale à partir de 2020 (WG20)

Valable à partir du 01.01.2020

Pour faciliter la lecture, seule la forme masculine est utilisée dans le présent règlement. Les termes utilisés s'appliquent bien entendu aussi aux femmes.

Outre les dispositions ci-après, les dispositions générales sont applicables.

Sommaire

Chapitre 1	Personnes assurées	1
Art. 1	Cercle des personnes assurées	1
Art. 2	Entrée	1
Chapitre 2	Bases de calcul.....	1
Art. 3	Salaire assuré	1
Art. 4	Taux de conversion	1
Chapitre 3	Prestations de prévoyance	1
Section 1	Prestations de vieillesse	1
Art. 5	Rente de vieillesse.....	1
Art. 6	Rente pour enfant de personne retraitée.....	2
Art. 7	Dissolution du compte complémentaire.....	2
Section 2	En cas de décès.....	2
Art. 8	Rente de conjoint	2
Art. 9	Rente de partenaire	2
Art. 10	Rente d'orphelin.....	2
Art. 11	Capital-décès	2
Art. 12	Dissolution du compte complémentaire.....	3
Section 3	En cas d'invalidité.....	3
Art. 13	Rente d'invalidité	3
Art. 14	Rente pour enfant d'invalidité	3
Art. 15	Exonération du paiement des cotisations.....	4
Art. 16	Dissolution du compte complémentaire.....	4
Chapitre 4	Financement.....	4
Section 1	Cotisations	4
Art. 17	Répartition des cotisations et débiteur.....	4
Art. 18	Fin de l'obligation de cotiser	4
Art. 19	Taux de cotisation	4
Section 2	Prestation de libre passage apportée et rachat facultatif.....	5
Art. 20	Prestation de libre passage apportée	5
Art. 21	Rachat facultatif	5
Chapitre 5	Dispositions finales.....	5
Art. 22	Modification du plan de prévoyance	5
Art. 23	Texte déterminant.....	5
Art. 24	Entrée en vigueur	5
Annexe.....		6
Art. 1	Taux de conversion	6
Art. 2	Taux de cotisation	6
Art. 3	Montant maximal du compte de vieillesse	7
Art. 4	Rachat facultatif	8
Art. 5	Modification de l'annexe	8
Art. 6	Texte déterminant.....	8
Art. 7	Entrée en vigueur	8

Chapitre 1 Personnes assurées

Art. 1 Cercle des personnes assurées

- Principe ¹ Ce plan de prévoyance permet aux salariés qui cessent d'être assujettis à la prévoyance obligatoire de maintenir leur prévoyance selon l'art. 47 LPP.
- Exclusion ² Ne sont pas admises les personnes qui:
- a. sont invalides à 70% au moins au sens de l'AI ainsi que les personnes qui continuent d'être assurées à titre provisoire selon l'art. 26a LPP;
 - b. perçoivent déjà une rente de vieillesse d'une autre institution du 2e pilier respectivement ont perçu un capital-vieillesse;
 - c. ont atteint l'âge minimal de la retraite anticipée dans leur précédente institution de prévoyance et auraient pu faire valoir le droit aux prestations de vieillesse;
 - d. ne sont plus soumises à l'AVS.
- Délai ³ La demande de maintien de la prévoyance doit être effectuée dans les trois mois qui suivent la sortie de la prévoyance obligatoire.

Art. 2 Entrée

L'entrée dans ce plan de prévoyance a lieu le jour suivant celui où la personne assurée a cessé d'être assujettie à la prévoyance obligatoire.

Chapitre 2 Bases de calcul

Art. 3 Salaire assuré

- Principe ¹ Le salaire assuré correspond au salaire assuré qui était déterminant juste avant le maintien de la prévoyance.
- Montant maximal ² Le salaire assuré est toutefois limité au salaire maximal LAA, diminué du montant de coordination selon l'art. 8 LPP.
- Adaptations ³ Le salaire assuré est déterminé à la date d'entrée et n'est plus adapté par la suite.

Art. 4 Taux de conversion

Les taux de conversion sont fixés dans l'annexe.

Chapitre 3 Prestations de prévoyance

Section 1 Prestations de vieillesse

Art. 5 Rente de vieillesse

- Retraite ordinaire ¹ Le montant de la rente de vieillesse dépend de l'avoir disponible sur le compte de vieillesse de la personne assurée à l'âge ordinaire de la retraite et des taux de conversion en vigueur à ce moment-là.
- Retraite anticipée et différée ² En dérogation à l'art. 14 al. 2 et 3 des dispositions générales, il n'y a aucun droit à une retraite anticipée ou différée.

Art. 6 Rente pour enfant de personne retraitée

Montant	¹ La rente pour enfant de personne retraitée se monte à 20 % de la rente de vieillesse en cours.
Procédure de divorce	² Le droit à une rente pour enfant existant au moment de l'introduction d'une procédure de divorce n'est pas touché par le partage de la prévoyance professionnelle au sens de l'art. 124 et 124a CC.

Art. 7 Dissolution du compte complémentaire

Lors de la perception de la rente de vieillesse ou du capital-vieillesse, le compte complémentaire est dissout et l'avoir disponible est versé à la personne assurée sous forme de capital.

Section 2 En cas de décès

Art. 8 Rente de conjoint

La rente de conjoint correspond à:

- a. en cas de décès d'une personne assurée active: 60 % de la rente d'invalidité assurée;
- b. en cas de décès d'un bénéficiaire de rente de vieillesse ou d'invalidité: 60 % de la dernière rente de vieillesse ou d'invalidité versée.

Art. 9 Rente de partenaire

Le présent plan de prévoyance ne prévoit aucun droit à une rente de partenaire.

Art. 10 Rente d'orphelin

La rente d'orphelin correspond à:

- a. en cas de décès d'une personne assurée active: 20 % de la rente d'invalidité assurée;
- b. en cas de décès d'un bénéficiaire de rente de vieillesse ou d'invalidité: 20 % de la dernière rente de vieillesse ou d'invalidité versée. Les parts de rente attribuées au conjoint créancier, dans le cadre d'un partage de la prévoyance professionnelle au sens de l'art. 124a CC, ne font pas partie de la dernière rente de vieillesse ou d'invalidité allouée à la personne assurée. Si la rente pour enfant n'a pas été touchée par un partage de la prévoyance professionnelle au sens de l'art. 124 ou 124a CC, la rente d'orphelin est calculée sur les mêmes bases que la rente pour enfant.

Art. 11 Capital-décès

Le capital-décès correspond à l'avoir disponible sur le compte de vieillesse le jour du décès. Une éventuelle indemnité en capital au conjoint survivant est déduite de ce compte.

Art. 12 Dissolution du compte complémentaire

Ayants droit	<p>¹ Le compte complémentaire est dissout au décès de la personne assurée et l'avoir disponible est versé sous forme de capital. Ont droit à l'avoir du compte complémentaire:</p> <ul style="list-style-type: none">a. le conjoint survivant, les enfants de la personne assurée qui ont droit à une rente d'orphelin au sens du présent règlement, ainsi que le conjoint divorcé à condition que le mariage ait duré dix ans au moins et que le jugement de divorce lui ait accordé, au sens de l'art. 124e al. 1 ou art. 126 al. 1 CC, une rente encore due au moment du décès ou que le conjoint divorcé ait bénéficié d'une rente ou d'une indemnité en capital en lieu et place d'une rente viagère avant l'entrée en vigueur du nouveau droit du divorce au 1er janvier 2017;b. à défaut, les personnes physiques aux besoins desquelles la personne assurée subvenait de façon substantielle ou la personne qui a formé avec elle une communauté de vie ininterrompue d'au moins cinq ans avec un domicile commun jusqu'à son décès ou la personne qui doit subvenir à l'entretien d'un ou de plusieurs enfants communs;c. à défaut, les enfants de la personne assurée qui n'ont pas droit à une rente d'orphelin au sens du présent règlement;d. à défaut, les père et mère;e. à défaut, les frères et sœurs;f. à défaut, les autres héritiers légaux, à l'exclusion des collectivités publiques.
Partenaires	<p>² S'agissant des ayants droit au sens de l'al. 1, let. b, la condition requise est que les deux partenaires ne soient pas mariés et n'aient pas un lien de parenté qui interdirait la conclusion d'un mariage.</p>
Répartition de l'avoir du compte complémentaire	<p>³ S'il y a plusieurs ayants droit, l'avoir du compte complémentaire est versé à parts égales.</p>
Dévolution à la Fondation	<p>⁴ S'il n'y a pas d'ayants droit au sens de l'alinéa 1, l'avoir du compte complémentaire revient à la Fondation.</p>

Section 3 En cas d'invalidité

Art. 13 Rente d'invalidité

La rente d'invalidité dépend de l'avoir qui se compose de

- a. l'avoir disponible sur le compte de vieillesse acquis par la personne assurée jusqu'à la naissance du droit à la rente d'invalidité et de
- b. la somme des cotisations d'épargne futures, sans les intérêts, afférentes aux années manquantes jusqu'à l'âge ordinaire de la retraite, calculée sur la base du dernier salaire assuré en vigueur pour la personne assurée pour une activité lucrative entière,

et des taux de conversion en vigueur pour la personne assurée à l'âge ordinaire de la retraite.

Art. 14 Rente pour enfant d'invalidité

La rente pour enfant d'invalidité se monte à 20 % de la rente d'invalidité en cours. Le droit à une rente pour enfant existant au moment de l'introduction d'une procédure

de divorce n'est pas touché par le partage de la prévoyance professionnelle au sens des articles 124 et 124a CC.

Art. 15 Exonération du paiement des cotisations

- Début ¹ L'exonération du paiement des cotisations débute à l'échéance d'un délai de trois mois à compter de la survenance de l'incapacité de travail.
- Montant ² La personne assurée a droit à l'exonération du paiement:
- a. de la totalité des cotisations, si elle est incapable de travailler au moins à raison de 70 %;
 - b. des trois quarts des cotisations, si elle est incapable de travailler au moins à raison de 60 %;
 - c. de la moitié des cotisations, si elle est incapable de travailler au moins à raison de 50 %;
 - d. du quart des cotisations, si elle est incapable de travailler au moins à raison de 40 %.
- A partir du moment pour lequel l'AI a déterminé un degré d'invalidité, le droit à l'exonération du paiement des cotisations ne dépend plus du degré de l'incapacité de travail, mais est fonction du degré d'invalidité déterminé par l'AI.
- Fin ³ Le droit à l'exonération du paiement des cotisations s'éteint à la fin des rapports avec la Fondation, mais au plus tard 12 mois après la survenance de l'incapacité de travail. Si la personne assurée est déclarée plus tard invalide par l'AI dans une mesure lui donnant droit à une rente, l'exonération du paiement des cotisations est accordée rétroactivement jusqu'au début du droit à la rente d'invalidité.

Art. 16 Dissolution du compte complémentaire

Si la personne assurée perçoit une rente entière de l'AI, l'avoir disponible sur le compte complémentaire est versé à la personne assurée sous forme de capital.

Chapitre 4 **Financement**

Section 1 **Cotisations**

Art. 17 Répartition des cotisations et débiteur

La personne assurée est tenue de verser la totalité des cotisations.

Art. 18 Fin de l'obligation de cotiser

L'obligation de cotiser cesse le jour où la personne assurée perçoit la prestation de vieillesse, décède ou a droit à une prestation de libre passage.

Art. 19 Taux de cotisation

Les taux de cotisation sont fixés dans l'annexe.

Section 2 Prestation de libre passage apportée et rachat facultatif

Art. 20 Prestation de libre passage apportée

Le montant maximal du compte de vieillesse est fixé dans l'annexe.

Art. 21 Rachat facultatif

Montant Le montant du rachat facultatif est fixé dans l'annexe.

Chapitre 5 Dispositions finales

Art. 22 Modification du plan de prévoyance

Le Conseil de fondation peut modifier à tout moment le présent plan de prévoyance.

Art. 23 Texte déterminant

La version allemande du présent plan de prévoyance fait foi.

Art. 24 Entrée en vigueur

Le présent plan de prévoyance a été adopté par le Conseil de fondation le 13.09.2019 et entre en vigueur le 01.01.2020.

Annexe

Art. 1 Taux de conversion

En cas d'entrée en 2020

¹ Pour les personnes assurées qui souscrivent ce plan de prévoyance du 01.01.2020 au 31.12.2020 (date d'entrée conformément à l'art. 2 du plan de prévoyance), le taux de conversion réglementaire à l'âge ordinaire de la retraite correspond, selon l'âge au moment de l'entrée, au pourcentage suivant:

Age au moment de l'entrée		Taux de conversion
Homme	Femme	
jusqu'à 60 ans	jusqu'à 59 ans	4.6%
61	60	4.5%
62	61	4.4%
63	62	4.3%
64	63	4.2%

En cas d'entrée à partir de 2021

² Pour les personnes assurées qui souscrivent ce plan de prévoyance à compter du 01.01.2021 (date d'entrée conformément à l'art. 4.2 du plan de prévoyance), le taux de conversion réglementaire à l'âge ordinaire de la retraite correspond à 4.2 %.

Prestations légales minimales

³ La Fondation accorde dans tous les cas les prestations légales minimales selon la LPP.

Art. 2 Taux de cotisation

Cotisation d'épargne et de risque

¹ La cotisation d'épargne et de risque correspond au pourcentage suivant du salaire assuré:

Age	Cotisation d'épargne		Cotisation de risque		Sous-total	
	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme
18 – 24	0.0 %	0.0 %	1.1 %	0.7 %	1.1 %	0.7 %
25 – 34	7.0 %	7.0 %	3.5 %	1.6 %	10.5 %	8.6 %
35 – 44	10.0 %	10.0 %	5.4 %	3.1 %	15.4 %	13.1 %
45 – 54	15.0 %	15.0 %	5.6 %	4.8 %	20.6 %	19.8 %
55 – 64/65	18.0 %	18.0 %	3.3 %	4.5 %	21.3 %	22.5 %

Age

² L'âge pour le calcul de la cotisation d'épargne et de risque correspond à la différence entre l'année de naissance et l'année civile en cours.

Cotisation de rente ³ La cotisation de rente correspond au pourcentage suivant de l'avoir du compte de vieillesse:

Femme		Homme	
Age au moment de l'entrée	Cotisation de rente	Age au moment de l'entrée	Cotisation de rente
25 – 56	0.00 %	25 – 57	0.00%
57	0.71 %	58	0.71%
58	0.83 %	59	0.83%
59	1.00 %	60	1.00%
60	1.25 %	61	1.25%
61	1.67 %	62	1.67%
62	2.50 %	63	2.50%
63	5.00 %	64	5.00%

⁴ L'âge de la personne assurée lors de l'entrée est déterminant pour le calcul de la cotisation de rente. Cet âge est calculé au mois près, sachant que les mois entamés ne sont pas pris en considération; les valeurs intermédiaires sont interpolées de manière linéaire. Le pourcentage calculé reste inchangé jusqu'à la fin de l'obligation de cotisation.

⁵ L'avoir du compte de vieillesse au 1er janvier de l'année civile pour laquelle les cotisations sont dues est déterminant pour le calcul de la cotisation de rente. Durant l'année d'entrée, l'avoir du compte de vieillesse à la date d'entrée est déterminant. En cas de versement ultérieur d'une prestation de libre passage issue de rapports de prévoyance antérieurs, l'avoir du compte de vieillesse déterminant est augmenté avec effet rétroactif à la date d'entrée et la cotisation de rente est recalculée.

Cotisation de frais de gestion ⁶ La cotisation de frais de gestion correspond à 1.4 % du salaire assuré, mais au minimum à CHF 72.

Accident ⁷ Si la personne assurée ne s'est pas volontairement assurée dans le cadre de la LAA, les taux sont augmentés de 0.3 %, conformément à l'alinéa 1.

Art. 3 Montant maximal du compte de vieillesse

¹ Le montant maximal du compte de vieillesse correspond, selon l'âge de la personne assurée, au pourcentage suivant du salaire assuré:

Age	Taux maximum	Age	Taux maximum	Age	Taux maximum
25	7 %	39	132 %	53	365 %
26	14 %	40	144 %	54	386 %
27	21 %	41	156 %	55	409 %
28	29 %	42	169 %	56	434 %
29	36 %	43	181 %	57	458 %
30	44 %	44	194 %	58	483 %
31	51 %	45	212 %	59	508 %
32	59 %	46	230 %	60	534 %
33	67 %	47	249 %	61	560 %
34	75 %	48	267 %	62	586 %
35	86 %	49	286 %	63	613 %
36	97 %	50	306 %		

37	109 %	51	325 %	64	640 %
38	120 %	52	345 %	65	668 %

Art. 4 Rachat facultatif

Le rachat facultatif est limité montant maximal du compte de vieillesse, diminué de l'avoir d'épargne existant. Les versements anticipés pour l'encouragement à la propriété du logement et les avoirs auprès d'une institution de libre passage sont pris en compte.

Art. 5 Modification de l'annexe

Le Conseil de fondation peut modifier à tout moment la présente annexe.

Art. 6 Texte déterminant

La version allemande de l'annexe fait foi.

Art. 7 Entrée en vigueur

La présente annexe a été adoptée par le Conseil de fondation le 13.09.2019 et entre en vigueur le 01.01.2020.